

Marie Grégoire
Pierre Gince

45 regards
sur l'homme
et son héritage
politique

ROBERT BOURASSA ET NOUS

INTRODUCTION

La mémoire collective est ainsi faite qu'elle ne retient que des bribes d'histoire. C'est pourquoi certains essentiels méritent de lui être rappelés à l'occasion.

L'héritage de Robert Bourassa est majeur, et le recul permet d'en mesurer l'ampleur.

Les générations qui lui ont succédé gagneront assurément à le découvrir alors que, dans la ligne du temps de l'histoire du Québec, il est pris en étau entre Jean Lesage, père de la Révolution tranquille, et René Lévesque, porteur du projet de pays.

La petite histoire de ce livre commence quand Pierre Gince – un collègue de l'industrie des communications – me contacte. Il a eu cette idée d'écrire un livre sur Robert Bourassa qui, le 29 avril 1970, est devenu – à 36 ans – le plus jeune premier ministre à gouverner le Québec. Il ne lui a jamais serré la main, mais le personnage le fascine. Pierre connaît ma passion pour la politique et il croit que notre tandem peut apporter un nouvel éclairage, à l'aube du 50^e anniversaire de ce moment historique.

Souvent, certaines réalisations des gouvernements dirigés par Robert Bourassa sont erronément attribuées à d'autres : prenons, à titre d'exemples, la création de l'assurance maladie, la proclamation du français comme langue officielle et l'adoption de la Charte des droits et libertés du Québec. Et si le Québec jouit aujourd'hui du plus bas taux d'émission de GES par habitant au Canada, c'est parce qu'il a choisi l'hydroélectricité plutôt que le nucléaire.

Il est évident que celui qui a gouverné les destinées du Québec pendant quatre mandats représente beaucoup plus que le nom d'un boulevard, d'une autoroute ou d'une bibliothèque...

L'idée n'est pas de refaire les ouvrages passés – il existe quelques biographies sur l'homme politique. Les moments marquants de sa vie et ses grandes réalisations ont souvent été retracés.

On connaît toutefois peu l'homme derrière le politicien. Énigmatique, il fut souvent décrit comme une bête politique stratégique qui semblait parfois désincarnée.

La démarche de ce livre s'appuie sur un principe que monsieur Bourassa rappelait souvent : « En politique, la perception, c'est la réalité. » Notre but n'est donc pas de trouver « LA » vérité sur Robert Bourassa, mais bien de présenter la perception – sans filtre – de gens qui ont partagé différents moments de sa vie.

Notre livre se veut un regard neuf sur cet homme qui a profondément marqué le Québec, et ce, à travers les yeux de 45 témoins. Il s'agit donc d'aller à la rencontre de gens qui l'ont connu et qui ont fait l'Histoire avec lui afin qu'ils nous livrent « leur » Robert Bourassa. Pour qu'ils partagent – souvent pour la première fois – leur réalité à micro ouvert.

Robert Bourassa et moi

Pourquoi avoir entrepris cette aventure ?

Sûrement par devoir de mémoire – pour que de nouvelles générations se familiarisent avec cet homme politique qui a marqué leur présent. Et aussi parce qu'il est un personnage-clé dans mon cheminement politique : il a accompagné mes premiers pas au Parti libéral du Québec et... mes derniers.

Ce n'est un secret pour personne : je viens d'une famille politisée, rouge « teindue » sur les deux bords. Mon grand-père paternel a été un organisateur libéral du temps où les « bleus » de Maurice Duplessis avaient la cote. Mon père et ma mère – qui, elle, avait des racines bleues avant de

se « convertir » ! – ont formé un tandem politique exceptionnel. C'est d'ailleurs lors des campagnes électorales ou lors de courses à la chefferie que leur complicité atteignait les plus hauts niveaux. Leur *modus operandi* était simple : mon père organisait sur le terrain et ma mère, dans le comité électoral.

C'est en observant mes parents que je me fais la main et que je découvre Robert Bourassa : au départ sur des affiches et, beaucoup plus tard, en personne. Je me souviens très bien de 1976 : je suis encore toute jeune, mais je veux être là où ça se passe. J'accompagne ma mère au comité électoral, à quelques maisons de chez moi. Je veux contribuer, mais j'ai une voix d'enfant. Il est donc impossible de faire du pointage téléphonique et encore moins du porte-à-porte ! Je colle donc des timbres sur les enveloppes... Eh oui, cette manière révolue de communiquer était fort efficace à l'époque !

Je me souviens de ce fameux 15 novembre. Mon père et ses acolytes inscrivent des résultats sur de grands tableaux jonchés d'affiches du candidat local, Michel Denis, et de monsieur Bourassa. C'est serré, on sent la tension et, tout à coup, le téléphone sonne. Le visage de mon père se crispe. Il raccroche et dit que les résultats qu'il vient de recevoir effacent notre avance. Ce sera la défaite, non seulement du candidat de Berthier, mais aussi du Parti libéral. À partir de ce soir-là, la politique occupera un peu moins de place dans mon enfance.

Toutefois, un peu avant 1980, mon intérêt se ravive dans le cadre du référendum. C'est à cette époque que je croise monsieur Bourassa pour la première fois. Je suis, on s'en doute, très intimidée du haut de mes 15 ans. Je dois prononcer l'allocution qui précède la sienne. L'idée de prendre la parole devant lui me tétanise. À la suite de l'événement, il me laissera un petit mot signé de sa main. Je l'ai toujours conservé précieusement et je vous le présente dans ce livre.

Oui, il était un stratège politique redoutable. Mais ce que je retiens surtout de Robert Bourassa, c'est sa bienveillance. Voici un exemple parmi plusieurs...

En 1985, je suis invitée à participer à *Club sandwich*, une émission populaire diffusée à Télé-Métropole, ancêtre de TVA. Le concept est simple :

organiser un bien-cuit à une personnalité connue – dans ce cas-ci Robert Bourassa. Il est à ce moment chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale.

Tourné devant public dans un hôtel chic de Montréal, l'événement regroupe comme panélistes des vedettes de l'information, de l'humour et du monde des affaires – des gens comme Serge Grenier (un ancien des Cyniques) et Pierre Nadeau (journaliste et animateur émérite).

L'entourage de monsieur Bourassa négocie pour qu'un jeune participe au panel. On veut consolider l'image du chef, reconnu pour être près des jeunes. On me mandate donc pour faire partie de cette liste distinguée. Évidemment, je suis la «*nobody*» du groupe. On me propose de peaufiner le texte avec un rédacteur – ce que je fais. J'arrive pétrifiée dans la salle. Je livre le texte en donnant mon 110 %.

L'émission doit être diffusée quelques semaines plus tard. Comme je suis très inquiète du résultat, mes amis me proposent de se joindre à moi pour regarder la performance finale. Le thème ouvre l'émission, premier témoignage, deuxième témoignage, et ainsi de suite, puis le thème de fermeture. Pas de Marie. J'ai été coupée au montage ! C'est la consternation dans mon salon...

Le ton monte, tout le monde tente de trouver une explication. Le téléphone sonne dans le brouhaha. C'est monsieur Bourassa. Il s'excuse du fait que je ne sois pas du produit final. Il n'avait pas à me téléphoner puisqu'il n'était aucunement responsable du montage. Mais il l'a fait. Il m'a même écrit une lettre !

En 1986, j'ai quitté les instances du PLQ pour me concentrer sur mes études. Je savais qu'il valait mieux que la politique dépende de nous que nous d'elle. Je suis toutefois demeurée engagée. En 1990, j'ai dû prendre mes distances car je suis devenue membre du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ). Ce Conseil était le fruit d'un engagement électoral de monsieur Bourassa en 1985 – campagne à laquelle j'avais participé activement aux côtés de mes amis et collègues de la Commission-Jeunesse du PLQ. À l'instar du Conseil du statut de la femme instauré sous sa gouverne en 1972, il avait pour mandat de conseiller le gouvernement sur les questions concernant la jeunesse.

Les faits saillants

La majorité des faits présentés dans cette ligne du temps sont issus du *Bilan du siècle*, site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900, mis en ligne par l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, et des notes biographiques de Robert Bourassa qui se trouvent sur le site de l'Assemblée nationale et celui du Parti libéral du Québec.

Certains commentaires ont été ajoutés par les auteurs afin de donner écho aux témoignages et de mettre les différents événements en perspective.

Naissance

Robert Bourassa naît le 14 juillet 1933 dans la paroisse Saint-Pierre-Claver, à Montréal. Plusieurs diront que sa petite enfance et son enfance dans ce quartier moins favorisé teinteront sa façon de faire de la politique. En effet, son obsession visant à générer de la richesse dans le but de la partager viendrait de ses origines.

Études

Le père de Jacques Godbout a convaincu celui de Robert Bourassa que son fils avait le potentiel nécessaire pour être étudiant au collège Jean-de-Brébeuf, à Montréal. Il fréquenta cette institution de 1948 à 1952. Certains de ses camarades de classe demeureront des amis tout au long de sa vie. ■ En 1956, Robert Bourassa obtient son diplôme en droit avec grande distinction à l'Université de Montréal. Il étudiera également à l'Université Oxford, en Angleterre, à titre de boursier Mackenzie King, et obtiendra un diplôme en économie politique de l'Université Harvard, aux États-Unis.

Famille

Le 23 août 1958, à Sorel, il épouse Andrée Simard, fille de l'industriel Édouard Simard. Il aura deux enfants : François et Michèle.

Emplois avant la politique active

De 1960 à 1963, soit avant de faire le saut en politique, Robert Bourassa sera conseiller fiscal au ministère du Revenu national, à Ottawa. Puis, de 1963 à 1965, il sera, à Québec, secrétaire et directeur des recherches de la commission Bélanger sur la fiscalité. Il enseignera les sciences économiques et la fiscalité à l'Université d'Ottawa. ■ Une fois élu en 1966, il poursuivra l'enseignement en finances publiques aux Universités de Montréal et Laval.

De 1966 à 1976 : député de Mercier

Le 5 juin 1966, Robert Bourassa est élu député de Mercier avec une majorité de 518 voix devant le candidat de l'Union nationale. Il demeurera le représentant de cette circonscription jusqu'au 15 novembre 1976, date à laquelle il sera défait à la fois comme premier ministre et comme député.

14 octobre 1967 : scission au PLQ *

Le député libéral de Laurier à l'Assemblée législative, René Lévesque, soumet aux délégués de son parti un manifeste sur le thème de la souveraineté-association. Seulement quatre des délégués présents, sur 1500, lui accorderont leur appui. ■ Comme le dit si bien Raymond Garneau : Robert Bourassa a toujours été très prudent et, cette fois-là et dans bien d'autres situations, il a choisi la raison au lieu de l'aventure.

11 octobre 1968 : fondation du Parti québécois *

Lors d'un congrès de quatre jours qui se déroule au Petit Colisée de Québec, le Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque et le Ralliement national (RN) de Gilles Grégoire fusionnent pour fonder une nouvelle formation politique indépendantiste : le Parti québécois. Au cours de ce congrès, les 800 délégués font de René Lévesque le premier chef du PQ.

17 janvier 1970 : course à la direction du Parti libéral du Québec *

Le député de Mercier à l'Assemblée nationale, Robert Bourassa, succède à Jean Lesage à titre de chef du Parti libéral du Québec (PLQ). Son élection survient lors du congrès du parti qui se tient au Colisée de Québec devant une foule évaluée à 9000 personnes. ■ Bourassa reçoit l'appui de 843 délégués, ce qui lui permet de devancer, au premier tour de scrutin, Claude Wagner et Pierre Laporte, qui obtiennent respectivement 455 et 288 votes.

29 avril 1970 : élection du plus jeune premier ministre du Québec *

Robert Bourassa devient le plus jeune premier ministre du Québec à ce jour. ■ Son parti l'emporte avec 72 sièges et 45,4 % des voix. L'Union nationale de Jean-Jacques Bertrand obtient un maigre 19,6 % des votes et 17 sièges. À son premier test électoral, le Parti québécois recueille 23,1 % des voix mais... seulement sept sièges. Les créditistes de Camil Samson, quant à eux, ont un vote beaucoup plus productif puisque leur pourcentage de 11,2 % de votes se traduira par l'élection de 12 députés. ■ Le gouvernement de Robert Bourassa ne perd rien pour attendre. Plusieurs crises se pointent à l'horizon d'une période surnommée « Bourassa 1 »...

Crise d'Octobre *

5 octobre 1970. L'enlèvement du diplomate britannique James Richard Cross par la cellule Libération du Front de libération du Québec (FLQ) marque le début de ce que l'on appellera la crise d'Octobre. ■ **10 octobre 1970.** Le FLQ enlève le ministre de l'Immigration, du Travail et de la Main-d'œuvre, Pierre Laporte, à sa résidence de Saint-Lambert. Le rapt survient 20 minutes après une conférence de presse pendant laquelle le ministre de la Justice, Jérôme Choquette, annonce qu'il refuse les conditions des ravisseurs du diplomate James Richard Cross, kidnappé cinq jours plus tôt. ■ **16 octobre 1970.** À la suite de l'enlèvement de MM. Cross et Laporte par le FLQ, le gouvernement fédéral décrète la Loi sur les mesures de guerre. ■ **17 octobre 1970.** Le corps du ministre Pierre Laporte est retrouvé dans le coffre d'une voiture abandonnée près de l'aéroport de Saint-Hubert. ■ La crise d'Octobre teintera la façon de gouverner de Robert Bourassa. Le poids de la paix sociale pèsera lourd dans sa prise de décision. Cela se reflétera notamment dans les dossiers constitutionnels, de la langue et de la crise d'Oka.

Juillet 1970 : adoption de la Loi sur l'assurance maladie *

Moins de trois mois après son élection, le gouvernement Bourassa fait adopter par l'Assemblée nationale du Québec son projet de loi sur l'assurance maladie ; il entrera en vigueur le 1^{er} novembre suivant. ■ Le nom du ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-être social, Claude Castonguay, est soudé à ce programme qui a fait l'objet de vifs différends avec le corps médical. En effet, avant que le programme entre en application, il faudra que le gouvernement en vienne à des ententes

avec les médecins spécialistes, les omnipraticiens, les chirurgiens-dentistes et les optométristes – une tâche qui s’annonce ardue. Le mode de rémunération est l’un des éléments-clés du différend.

Juin 1971 : Conférence de Victoria *

C’est à cette occasion que débutent les déboires constitutionnels dans la carrière de Robert Bourassa... ■ Du côté fédéral, on dit que M. Bourassa avait déjà donné son accord avant même de se rendre à Victoria. Coup de théâtre : une fois sur place, il demande de prendre la proposition en délibéré. ■ Certains disent que c’est Claude Castonguay qui a voulu mettre la pédale douce afin de protéger les programmes sociaux. Chose certaine, Lise Bacon, alors présidente du PLQ, sonde les membres et perçoit qu’ils ne sont pas chauds à l’entente. ■ Au terme de cette conférence constitutionnelle de trois jours, le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces refusent d’accorder au Québec la primauté législative en matière sociale. Une Charte constitutionnelle est rédigée, laquelle doit être soumise aux gouvernements intéressés. ■ Une semaine plus tard, le 23 juin, le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, annonce que son gouvernement n’accepte pas la Charte constitutionnelle telle qu’elle a été présentée lors de la Conférence de Victoria.

19 juillet 1971 : création des Centres locaux de services communautaires *

Dans le contexte de restructuration, de gratuité et de décentralisation des soins de santé, le gouvernement du Québec met sur pied des Centres locaux de services communautaires (CLSC).

8 mai 1972 : condamnation des chefs des centrales syndicales par la Cour supérieure *

La Cour supérieure condamne les trois chefs syndicaux du front commun – Louis Laberge (Fédération des travailleurs du Québec), Marcel Pepin (Confédération des syndicats nationaux) et Yvon Charbonneau (Corporation des enseignants du Québec) – à un an d’emprisonnement pour avoir défié une injonction ordonnant le retour au travail des grévistes de la fonction publique et parapublique. Trente-quatre autres dirigeants syndicaux seront condamnés à des peines d’emprisonnement de moindre importance.

1^{er} mai 1973 : manifestation d'appui aux chefs syndicaux emprisonnés *

Près de 15 000 personnes manifestent à Montréal à l'occasion de la fête du Travail. Elles réclament la libération des trois chefs syndicaux emprisonnés à la prison d'Orsainville. Les manifestants protestent également contre le projet de loi 89 qui vise à restreindre le droit de grève dans les services publics.

29 octobre 1973 : réélection des libéraux de Robert Bourassa *

Les libéraux de Robert Bourassa remportent les élections générales avec 54,7 % des voix et un record de 102 députés à l'Assemblée nationale. ■ Le déclenchement prématuré des élections générales profite au premier ministre Bourassa. Seuls le Parti québécois, avec six sièges, et le Ralliement créditiste, avec deux, parviennent à empêcher les libéraux de monopoliser les 110 circonscriptions du Québec. Le scrutin de 1973 marque un net recul pour l'Union nationale (UN) qui, en plus de chuter à 4,9 % des intentions de vote, ne parvient pas à faire élire un seul candidat.

21 mars 1974 : actes de violence à la baie James *

Plusieurs centaines de travailleurs débraient sur l'un des chantiers de la baie James. ■ Des actes de violence se multiplient alors que des membres du Conseil central de la construction, affiliés à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), saccagent et mettent à feu le campement LG-2, situé sur les bords de la rivière La Grande. ■ Au cœur du conflit : la rivalité qui oppose la FTQ et sa rivale, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), pour la syndicalisation des employés du chantier de la baie James.

1^{er} mai 1974 : annonce de la création de la commission Cliche *

Le gouvernement libéral de Robert Bourassa annonce la création de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction. ■ Après une année d'enquête, la commission Cliche – surnommée ainsi puisqu'elle est présidée par le juge Robert Cliche – dépose un rapport de plus de 600 pages dans lequel elle démontre l'infiltration de quelques sections du mouvement ouvrier par des éléments criminels. ■ Dans leurs recommandations, qui sont rendues publiques le 6 mai, le juge Cliche et les deux autres commissaires, Guy Chevrette et Brian Mulroney, suggèrent la mise sous tutelle de certains syndicats affiliés à la FTQ.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----|
| Introduction..... | 9 |
| Les faits saillants..... | 15 |
| 45 regards sur l'homme et son héritage politique | 29 |
| | |
| JACQUES GODBOUT | 30 |
| RICHARD DROUIN | 36 |
| MARC LALONDE | 43 |
| JEAN COURNOYER | 48 |
| ROBERT DEMERS | 54 |
| BRIAN MULRONEY | 59 |
| YVES MICHAUD | 65 |
| JEAN CHRÉTIEN | 70 |
| RONALD POUPART | 75 |
| RAYMOND GARNEAU | 81 |
| JEAN-CLAUDE RIVEST | 87 |
| LISE BACON | 97 |
| DANIEL JOHNSON | 106 |
| PIERRE MARC JOHNSON | 111 |
| CLAUDE CASTONGUAY | 117 |
| GILLES PROULX | 124 |
| JEAN MASSON | 128 |
| JACQUES CHAGNON | 134 |
| PAULINE MAROIS | 139 |
| LOUIS BERNARD | 145 |
| RAYMOND SAINT-PIERRE | 150 |
| MARC LAURENDEAU | 156 |

| | |
|------------------------|-----|
| JEAN-LOUIS ROY | 164 |
| LUCIEN BOUCHARD | 170 |
| GUY CHEVRETTE | 176 |
| MAX GROS-LOUIS | 180 |
| DAVID PETERSON | 185 |
| FRANÇOIS GENDRON | 190 |
| RÉJEAN PELLETIER | 195 |
| MARIE GENDRON | 198 |
| GÉRALD LAROSE | 203 |
| MARIO BERTRAND | 208 |
| CLIFFORD LINCOLN | 216 |
| ALAIN GRAVEL | 222 |
| JOHN PARISELLA | 225 |
| JOHN GRANT | 233 |
| MICHEL DAVID | 236 |
| THIERRY VANDAL | 242 |
| LIZA FRULLA | 247 |
| DIANE WILHELMY | 254 |
| JEAN CAMPEAU | 262 |
| MARIO DUMONT | 267 |
| ERIC MONTIGNY | 274 |
| LISETTE LAPOINTE | 280 |
| FRANÇOIS LEGAULT | 286 |
| | |
| Remerciements | 293 |
| Index | 297 |